La pauvreté à Genève : un monde caché

Autor(en): **Dallèves, Caroline**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Actio : un magazine pour l'aide à la vie**

Band (Jahr): **95 (1986)**

Heft 9

PDF erstellt am: **26.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-682313

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

Sous la loupe

La pauvreté à Genève: un monde caché

Alger la Blanche, Paris la Romantique, New-York l'avant-gardiste... Et Genève, comment pourrait-on la surnommer? Quelle image donnent ses banques aux coffres pleins, ses vitrines luxueuses, ses rues si propres qu'on les lècherait? C'est tout choisi: Genève la Riche. Du moins, en apparence. Car si la cité semble se gonfler d'opulence, ses habitants, eux, tirent parfois le chat par la queue. Il y a des pauvres, à Genève. Cela a toujours existé, toute société ne compte-t-elle pas des membres plus ou moins favorisés? Sans doute. Mais à côté des pauvretés «traditionnelles», de nouvelles formes de misère discrète s'installent aussi dans la Cité de Calvin. Des «nouveaux pauvres», même ici?

Caroline Dallèves

«Venir nous parler des pauvres genevois, voyons, vous plaisantez! Allez donc faire un tour en Afrique, ou simplement branchez votre poste de télévision, et vous apprendrez ce qu'est la misère...» Une réaction assez commune; mais injustifiée, si l'on admet que survivre ne suffit pas, et qu'une société telle que la nôtre devrait permettre à ses membres de vivre décemment. Certes, chez nous, nul ne meurt littéralement de faim au coin des rues et sur les parvis. Genève compte l'un des réseaux d'assistance publique et privée les plus denses qui soient. Cependant, on constate que le développement considérable des services sociaux n'a pas éliminé la pauvreté, que de nouvelles formes de misère ont fait apparition à côté des anciennes.

Les anciennes? Celle, par exemple, de ces familles (une trentaine à Genève) où ce mal s'hérite quasiment de père en fils, comme une tare, avec son cortège d'inadaptations, ses difficultés de comportement, d'alphabétisation. En outre, certaines situations ont toujours engendré des soucis financiers: tel un grave handicap physique ou mental un séjour en prison; l'alcoolisme (qui a doublé en quelques années), le chômage.

Question chômage, on s'en tire assez bien, si l'on en croit les statistiques, qui donnent un chiffre variant entre 1,1 et 1,4%. Mais les statistiques escamotent un pan de vérité, comme tous les chiffres qui prétendent traduire une réalité humaine. Beaucoup de chômeurs n'y figurent pas: soit qu'ils n'ont pas droit aux prestations publiques, n'ayant pas travaillé assez longtemps dans une entreprise, soit qu'ils en sont déjà exclus, ayant épuisé leur droit au soutien de l'Etat sans avoir retrouvé un emploi; emploi qui, après cinquante ans, relève plutôt de l'utopie. Chômage encore raisonnable, il est vrai. Mais gare aux douillets lauriers: après l'industrie, c'est le tertiaire qui se transforme et va se mettre à battre au rythme des ordinateurs. Le terme de «recyclage» bruisse avec le vent d'actualité, cependant toute une série d'emplois de bureau est en passe de disparaître, et Genève, royaume des services, risque de s'en ressentir. Lorsque Madame X., dactylo, rentrera à la maison, et que nul n'arrondira plus les fins de mois de son petit employé de mari, le compte risquera de ne plus être bon.

LES PAUVRES À L'ASSISTANCE PUBLIQUE

A Genève comme dans toute la Suisse, c'est le canton qui centralise l'essentiel de l'assistance publique, par l'intermédiaire de l'Hospice Général. En 1985, ce dernier a traité près de 7000 dossiers, touchant 9680 personnes. Soit 2,5% de la population. Mais les enquêtes démontrent toutes que 10% environ des personnes domiciliées dans le canton ont des difficultés financières.

Sur ces 9680 personnes, 13,1% sont Genevois, 36,3% confédérés, 24,5% étrangers établis, et 26,1% candidats à l'asile.

Les causes de la pauvreté, selon ces dossiers: santé: 23%; emploi: 20%; femmes seules avec enfants: 5,3%; bas salaires: 3,6%; placements d'adolescents: 4,4%; alcoolisme: 2,8%; toxicomanes: 1%; réfugiés: 26%; divers: 6%.

72% des cas concernent des personnes seules...

Des problèmes qui menacent de s'aggraver: la situation des femmes seules avec enfants. Et celle des jeunes couples qui désirent se marier mais ne trouvent pas de logement abordable.

Des salaires à moins de 2000 francs par mois

En effet, dans notre apparent pays de cocagne, un grand nombre de couples ne peuvent plus vivre avec un seul salaire. N'en déplaise aux partisans de la femme au foyer, beaucoup d'épouses, de mères, sont obligées de travailler, l'apport de leur époux ne suffisant pas. Car s'il n'y a que peu de chômage, il y a beaucoup d'emplois mal payés, y compris à Genève. Magasiniers, vendeurs, ouvriers non qualifiés, petits employés ne dépassent guère les trente mille francs par an. Difficile de savoir ce qu'il en est exactement, car le salaire, en Suisse, fait partie de la sphère la plus privée qui soit et il n'existe guère de données statistiques, même imparfaites. On peut cependant se référer aux conventions collectives, lorsqu'il en existe. Sachez donc qu'un magasinier gagne moins de 2500 francs par mois. Que la vendeuse qui effleure chaque jour les fourrures les plus moelleuses, les robes les plus soyeuses, ne gagne que 2400 francs; la shampooineuse qui vous masse le crâne ne reçoit que 1400 francs à la fin du mois, et cela après quatre ans de pratique; l'employée qui, dans une agence de voyages, jongle avec les Seychelles et les îles polynésiennes se fait 2500 francs à tout casser. Dans l'industrie hôtelière, la situation est encore plus précaire puisque commis de cuisine, garçons d'office, filles de lingerie et laveurs de vaisselle gagnent moins de 2000 francs par mois. Pas de quoi mettre beaucoup de beurre dans les épinards.

Mais là où même les épinards deviennent soudain inabordables, c'est lorsque survient brusquement un incident, un imprévu qui bouleverse l'équilibre déjà précaire. Cela peut être un divorce, un ennui de santé, la perte d'un logement. Récemment M. Guy-Olivier Segond, alors maire de Genève, pénètre fortuitement et de bon matin dans le sous-sol de son immeuble pour faire des photocopies. Il manque y buter contre un jeune homme étendu par terre. Ce dernier avoue qu'il a passé les trois dernières nuits blotti auprès de la providentielle chaudière, et qu'il couche ainsi, à la fortune du pot, depuis plusieurs mois. Pourtant, auparavant, tout allait normalement: âgé d'une trentaine d'années, il gagnait sa vie dans un bureau lorsqu'un jour il glissa dans sa baignoire et se fractura le bassin. L'accident se solde par un handicap physique assez léger et, conséquemment, par la perte de son emploi, puis de son appartement dont il ne peut plus régler le loyer, et enfin de sa compagne qui l'abandonne.

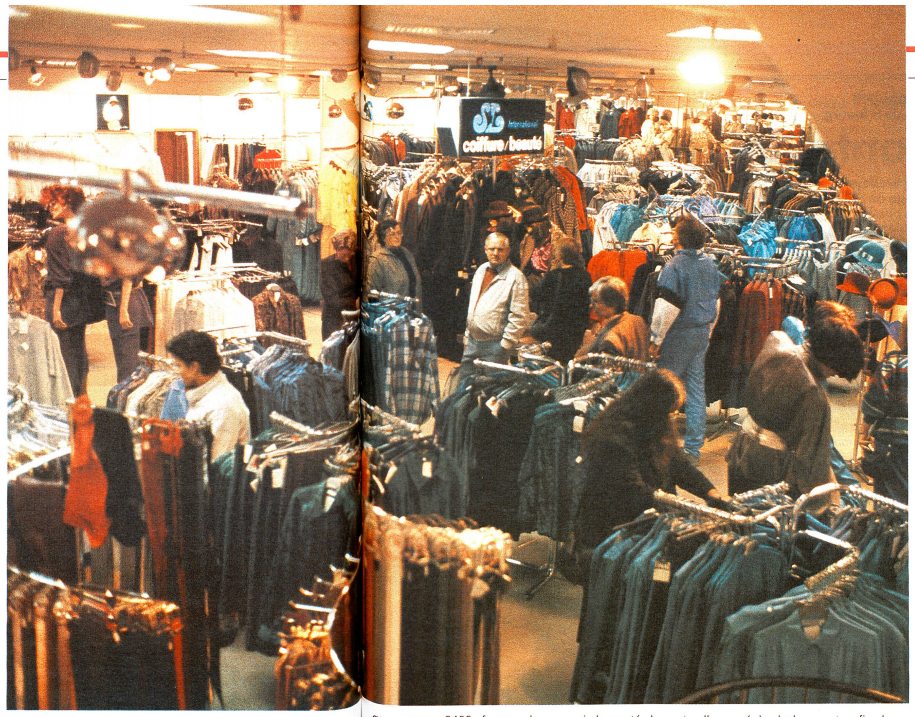
L'enchaînement infernal

Cet exemple, apparemment exceptionnel, est en réalité d'une banalité navrante et frappe par la similitude qu'il présente avec tant d'autres cas. Seul varie l'enchaînement des causes à effet. Parfois c'est un divorce qui plonge l'un des époux dans un tel désarroi qu'il s'adonne à la boisson, perd son emploi, son logement, sa santé. Souvent aussi, un congé d'un appartement met en branle la machine infernale: l'ancien loyer convenait au budget, mais impossible de se reloger au même prix. Les enfants, s'il y en a, aggravent la situation. Même un HLM est inabordable pour quelqu'un qui gagne entre 2000 et 3000 francs par mois: avec deux enfants, comment pourrait-il payer 1000 francs pour un cinq pièces? Le pourrait-il qu'il n'en trouverait d'ailleurs pas, il suffit de consulter la liste impressionnante d'attente pour les appartements à loyer modéré. Tous urgents. En conséquence, certains se serrent à trois ou quatre dans une pièce. D'autres sont forcés de louer un appartement trop cher qui creuse un trou dans leur budget.

Un licenciement entraîne souvent une chute de salaire, même pour celui qui retrouve du travail. Des ouvriers qui travaillaient pour l'entreprise Verntissa, par exemple, n'avaient pas fait d'apprentissage. Mais après quinze ans de pratique, ils avaient acquis une formation sur le tas de mécaniciens, de tourneurs, etc. Après leur licenciement, ils durent accepter un emploi de nettoyeurs ou de manœuvres et virent leurs appointements diminuer de 1000 ou 1500 francs par mois. En plus du sentiment de dévalorisation qu'il entraîne, ce changement de statut crée de graves problèmes financiers.

Appartement trop cher, baisse de salaire, frais nouveaux: dès lors se met en route le cycle infernal de l'endettement. On avait acheté à crédit un poste de télévision ou une voiture, les traites convenaient à l'ancien budget; soudain, on ne peut plus les régler. Les impôts de l'année précédente vous tombent dessus, calculés sur l'ancien salaire. On remet leur paiement à plus tard. On emprunte à des établissements «à petit crédit». On accumule les dettes; sans même s'en apercevoir, car au début, nul ne les réclame. Mais vient un moment où le facteur apporte un rappel, puis un commandement de payer; l'assurance-maladie vous raie de ses membres, l'huissier sonne à la porte, la machine judiciaire se met en marche. On ne voit plus d'issue. Plus que l'assistance publique, mais est-ce vraiment une solution? Pour la plupart, assistance publique est synonyme de honte et de déchéance.

(suite p. 13)



intégré au programme d'aide l'assainissement des habitations. Des locaux humides et sentant le renfermé ont été transformée en pièces claires et accueillantes, grâce à la pose de fenêtres plus grandes, d'un plancher de bois et grâce à un nouveau crépi. Ça et là, on a ajouté à la vieille masure insalubre une nouvelle chambre pour les enfants; on a même subventionné de nouvelles constructions.

Elsi Aellig se souvient: «A cette époque, j'ai appris à m'imposer comme femme dans un monde dirigé par les hommes. Ma vie durant, j'en serai reconnaissante à la Croix-Rouge.»

A titre de post-formation, Elsi Aellig a suivi entre 1961 et 1964 les cours du soir de l'Ecole d'assistants sociaux, où elle a obtenu son diplôme.

Recherches dans l'intérêt des familles

Le terme froid de recherches (Service de recherches et de réunification des familles) cache un nombre impressionnant de destinées humaines dont s'occupe Elsi Aellig, du Service santé et affaires sociales de la CRS.

Les dossiers sont épais, de même que les classeurs dans lesquels sont rangés tous les cas.

Les collaboratrices de ce service procèdent comme des criminalistes. Le bureau de recherches commence à fonctionner lorsqu'un frère hongrois désire retrouver sa sœur partie autrefois pour la Suisse, le frère ou la sœur, le père le fils, la mère la fille, etc. Selon le cas, on se renseigne auprès de l'Office fédéral de la police ou des offices de contrôl des Habitants des communes, pour savoir s'ils possèdent des renseignements sur les disparus. Lorsqu'on réussit à repérer une personne recherchée, il s'agit avant tout d'entrer en contact avec elle. Car la CRS ne transmet aucune adresse sans l'accord de la personne concernée.

Une famille réunie, c'est plus qu'une récompense. Tout le service s'en réjouit, Elsi Aellig en tête.

La pauvreté se cache derrière la prospérité. Elle laisse aussi dans l'ombre ceux qui on fait vocation de la soulager. Elsi Aellig fait partie de ces personnes dont on parle peu. □

(suite de la p. 9)

Certains s'y résolvent; avec toute la dépendance que cela entraîne: une forme de mise sous tutelle. D'autres croient pouvoir s'en tirer par eux-mêmes, et tombent dans une marginalité voisine de la clochardise. Ils vivent d'expédients, espérant retrouver du travail, ou s'imaginant qu'ils peuvent «tenir le coup». Mais les années passent, leur situation, loin de s'améliorer, empire. Sur un curriculum un «trou» d'une année fait mauvais effet. Du point de vue psychologique, cette incertitude, cette insécurité de chaque instant produit des effets désastreux. «Une année sans travail équivaut presque inévitablement à des troubles psychiques», déclare M. Ruchon, directeur-adjoint de l'Hospice Général. «Plus longtemps on reste hors du système, plus il devient difficile de s'y remettre.»

Un voyage au bout de l'espoir

Au Care, un centre fondé par Caritas, on peut manger tous les jours un repas chaud. A quatre heures. Pourquoi au milieu de l'après-midi? «Si le repas était à midi, explique M. Jean Grob, directeur de Caritas, les habitués auraient de nouveau faim le soir. D'ailleurs, quand on vit au jour le jour, comme eux, on n'a pas les horaires de tout le monde.» Les habitués? Environ quatre-vingt personnes, toutes sans ressources. «Chaque année nous en avons dix de plus», estime M. Noël Constant, responsable du Care. «Des clochards plus ou moins volontaires. Certains, au départ, refusaient le béton, le métro-boulot-dodo; ils pensaient qu'ils pouvaient vivre en marge. Mais c'est dur. Certains ne possèdent que la veste qu'ils ont sur le dos et qu'ils ont reçue à Caritas ou au Centre social protestant. Ils n'ont rien, pas même de quoi se payer une douche à 2 francs à la gare. Mais surtout, ils souffrent terriblement de leur statut de paria. Lorsqu'ils s'aperçoivent à quel point ce mode de vie est pénible, il est trop tard pour se réintégrer, pour trouver un emploi et s'y astreindre. Après quelques échecs, l'espoir s'envole; on s'installe dans un régime de survie.»

Mangeant au Care, dormant à la belle étoile en été, le retour de l'hiver les angoisse, car où dormiront-ils? Dans le baraquement de l'Armée du Salut, chemin du Galiff? La nuitée y coûte 5 francs. Mais on n'a le droit d'y rester que trois nuits par mois. Une seule nuit, si l'on n'est pas Genevois. On peut se demander à quoi sert ce baraquement, d'ailleurs toujours vide. Quant à l'hôtel de l'Armée du Salut, à 25 francs la nuit, inutile d'y songer. Ceux qui ont de la chance trouvent un «squat», provisoirement. Les autres... Noël Constant essaie de leur trouver «quelque chose»; difficile, on s'en doute.

«Le plus inquiétant», ajoute ce dernier, «c'est que la moyenne d'âge des personnes dont je m'occupe baisse constamment. Actuellement, elle oscille entre trente et quarante ans.» Comment expliquer ce désenchantement chez les jeunes, ce refus de la vie en société? «Je crois que l'on développe trop, chez les jeunes, le besoin de motivation. Depuis l'enfance ils entendent dire qu'il faut ‹se réaliser›, ‹trouver sa voie›. C'est bien joli, mais moi je leur conseille de ne pas quitter un job avant d'en avoir trouvé un autre...»

Genève cache ses pauvres

Un homme étonnant, ce Noël Constant. Il a voué sa vie aux démunis, aux rejetés, qui le trouvent disponible 24 heures sur 24. Seul assistant social, à Genève, à travailler dans la rue, il explique simplement: «Ceux qui ont besoin de mon aide sont sur le pavé, c'est là qu'il faut aller les chercher.» Et il sait les trouver. Pourtant, on s'étonnera peut-être: «Des pauvres, dans la rue? Je n'en ai jamais vus...» C'est vrai qu'on a de la peine à y croire, et qu'on ne les remarque guère. Car la Suisse, Genève surtout, cache ses pauvres, ses marginaux. Habillés comme tout le monde, ils ne font pas tache; une tache qui risquerait de ternir l'image de marque de la ville internationale. Sans, d'ailleurs, que la question en soit réglée pour autant.

«Au contraire, estime l'assistant social, la marginalité pourrait être mieux gérée, si l'on faisait une place à tout ce qui dépasse de la norme. Laisser vivre ceux qui chantent dans la rue ou dans le tram, ceux qui dessinent à la craie sur les places, qui vendent des bricoles au bord des trottoirs... Mais non! Il faut des patentes pour tout, la police les refoule. Ou l'on rentre dans le ‹système›, ou bien... Drogue, alcoolisme, suicides, se chargent souvent des autres. Tout est question d'ordre et de désordre. Les voitures, elles, feraient plutôt désordre...» Reconnaissons-le, la Genève actuelle n'aime pas la marginalité, la faiblesse. «C'est vrai», reconnaît le conseiller administratif Guy-Olivier Segond, chargé des affaires sociales, «que la société est de plus en plus dure. Les gens se plaignent de tous ceux qui ne sont pas comme eux, ils souffrent d'un sentiment d'insécurité chronique, d'ailleurs bien injustifié. Le courrier que je reçois en fait foi. Dans les restaurants, on refuse les handicapés mentaux, même accompagnés; ils risquent soi-disant d'altérer l'ambiance...»

Certes, en plus de l'assistance publique, Genève fourmille d'associations alternatives (au moins 500) spécialisées: les unes s'occupent des handicapés, les autres des alcooliques, des femmes battues, etc. Une nouvelle formule consiste à procurer aux chômeurs de longue date de petits travaux à temps partiel, pour les réhabituer, les aider à se remettre sur les rails. Mais qui dit assistance doit craindre la dépendance. Dépendance

(suite p. 30)

UNE DÉFINITION DE LA PAUVRETÉ

Personnes pauvres: individus ou familles dont les ressources sont si faibles qu'ils sont exclus des modes de vie minimaux acceptables dans l'Etat membre dans lequel ils vivent.

A qui peuvent-ils s'adresser à Genève: Assistance publique (Hospice Général, Service social de la Ville), autres services polyvalents, privés: Caritas, Bucase (Bureau central d'aide sociale), Centre social protestant, Armée du Salut. Et des centaines d'associations alternatives (Le Raccard, La Bizaigue, Plate-Forme, Arcades, L'Orangerie, etc.). La Croix-Rouge genevoise ne s'occupe pas directement de pauvres, mais peut les «brancher» sur l'un des services sus-mentionnés.

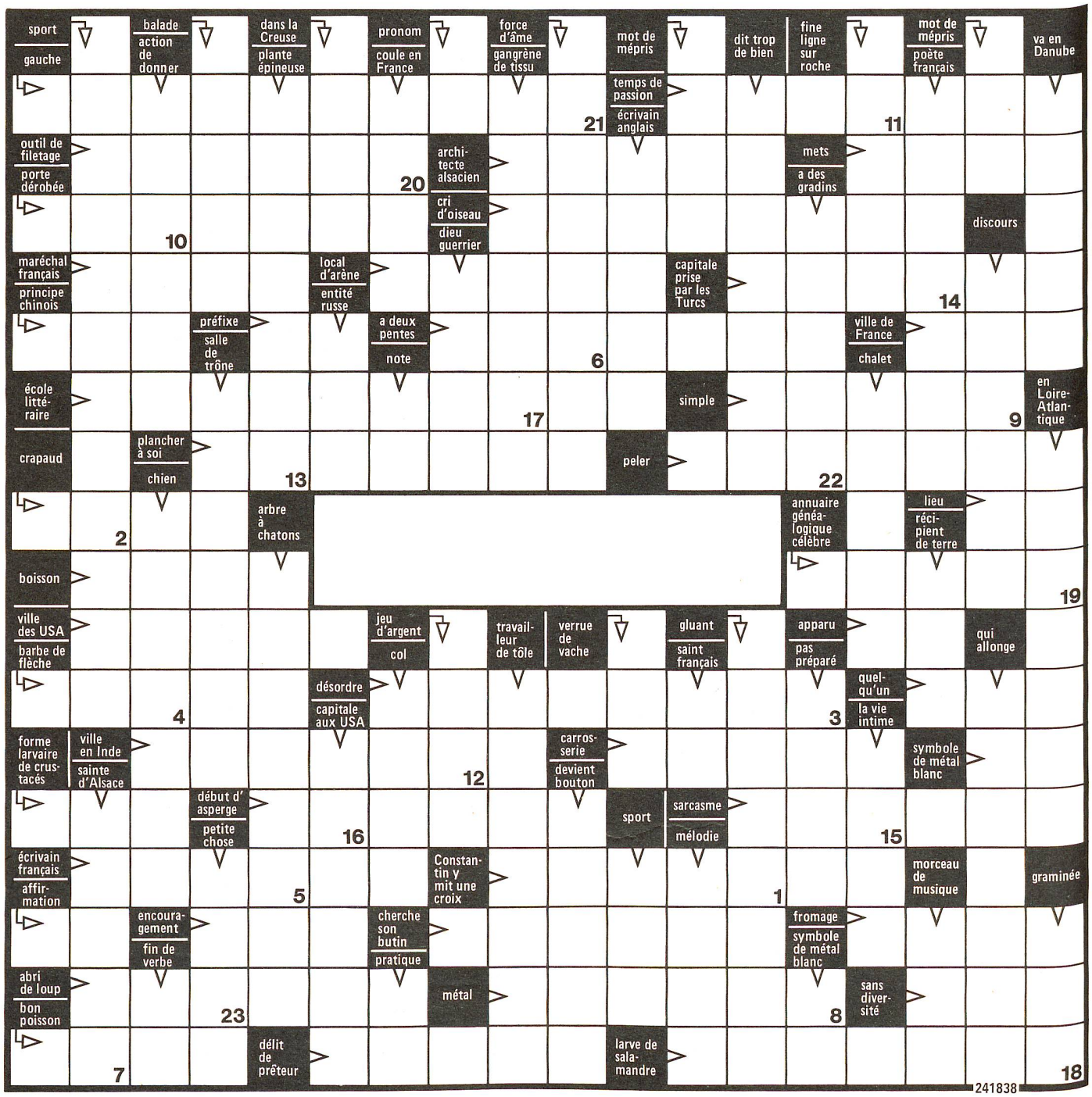
SOCIÉTÉ

(suite de la p. 13)
matérielle, mais aussi d'ordre affectif.

La nouvelle pauvreté c'est la solitude

Car misère affective est corollaire de misère matérielle. La solitude: le voilà, le véritable mal, celui qui caractérise le mieux la «nouvelle pauvreté» de chez nous. Tous ceux qui ont pour métier de s'occuper des pauvres le savent bien. «Une vieille dame est morte dernièrement dans son appartement...; on ne l'a retrouvée que six jours plus tard. Elle avait pour seule visite celle du facteur qui lui apportait une fois par mois son allocation de vieillesse...» Solitude des jeunes aussi: «L'autre jour, une jeune fille empêtrée dans les dettes est venue nous voir. Elle ne connaissait personne, n'avait pas un seul ami, ni famille...» Anonymat, disparition progressive des solidarités familiales et individuelles aggravent la pauvreté. Personne pour donner un coup de pouce lorsqu'on est «dans la dèche»; dans une société hyperindividualiste, le fossé se creuse entre riches et pauvres.

Genève la Riche, aux grandes réalisations style Confédération-Centre, est-elle en passe de devenir un ghetto de luxe? Selon M. Segond, le vote populaire pourait constituer un ticket modérateur à la Hong Kong du tertiaire. Les habitants de la Jonction, des Eaux-Vives, ou d'autres quartiers peu huppés réagissent. Ecologistes, Vigilants, seraient, selon lui, deux faces d'une même médaille: un refus de la «fuite en avant». Car la société est lancée en pleine course, et le rythme s'accélère sans cesse. Certains d'entre nous ont de petites jambes: ils ne parviennent pas à suivre. □



1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23